

Evaluation thématique:  
Souveraineté alimentaire/Droit à l'alimentation:

Projet de rapport Sénégal

Lucerne/Dakar, Novembre 2014

Stefanie Knubel (évaluatrice)  
knubel@interface-politikstudien.ch

Latyr Diouf (co-évaluateur)  
latyrdiouffr@yahouo.fr

## CONTENTS

---

1	INTRODUCTION	3
2	STRATÉGIE	5
3	ACTIVITÉS	9
4	OUTPUT	13
5	OUTCOME	16
6	IMPACT	20
7	REMARQUES CONCERNANT LA DURABILITÉ ET L'EFFICIENCE	22
8	RÉCOMMENDATIONS	24
	ANNEXE	26

---

## I INTRODUCTION

---

Action de Carême (AdC) et Pain pour le prochain (PPP) ont défini la thématique de la souveraineté alimentaire et du droit à l'alimentation comme l'un des axes prioritaires de leur travail. Ce sujet marque de son empreinte non seulement les activités de ces deux organisations en Suisse, mais aussi leurs programmes et leurs projets au Sud. Il figure ainsi dans tous les programmes par pays d'AdC.

Les nouveaux contrats cadres qu'Action de Carême et Pain pour le prochain ont conclus avec la Direction du développement et de la coopération (DDC) prévoient notamment que les projets relatifs au domaine Souveraineté alimentaire/droit à l'alimentation feront l'objet d'une évaluation externe. La réalisation de cette évaluation a été confiée à *Interface Politikstudien Forschung Beratung*.

La présente évaluation a pour but de montrer comment le sujet de la souveraineté alimentaire et du droit à l'alimentation a été mis en œuvre durant la période 2011 à 2013 dans des projets réalisés en Colombie, aux Philippines, au Sénégal, au Bénin et en Sierra Leone. Elle s'attache aussi à dégager les effets produits (notamment dans le domaine de la sécurité alimentaire et de la réduction de la pauvreté) par les activités réalisées au Sud et à en établir la cohérence avec l'engagement d'AdC en Suisse.

Pour le Sénégal AdC a choisi des projets mis en œuvre par trois organisations partenaires: RECODEF<sup>1</sup>, ACCES<sup>2</sup> et AdK<sup>3</sup>. AdC a considéré plusieurs critères pour le choix des projets : D'abord l'idée était de considérer les environnements différents dans lesquelles travaillent les organisations partenaires d'AdC au Sénégal: le milieu rural avec la population cible des paysans et éleveurs (représenté par RECODEF), le milieu périurbain (représenté par AdK) et le milieu rural avec une population cible qui est plutôt dépendant des revenus des emplois dans le milieu urbain (représenté par ACCES). En plus la représentation des sexes dans la gestion des projets était un critère voyant que une des organisations est coordonnée par une femme (ACCES) pendant que les deux autres sont coordonnées par des hommes. Finalement le choix des projets avait des raisons pratiques comme tous les trois organisations sont situées dans le centre-ouest du Sénégal.

Pour l'évaluation des projets au Sénégal la méthodologie a utilisé les techniques suivantes :

- *recherche et entretiens en Suisse* : les documents des projets et du programme étaient analysés et des entretiens avec la responsable du programme pour le Sénégal et la responsable du domaine souveraineté alimentaire chez AdC étaient conduits. Le document principal de l'analyse était le Programme Par Pays pour le Sé-

<sup>1</sup> Regroupement Communautaire pour l'Auto Développement de Fissel

<sup>2</sup> Association d'actions Concertées pour l'Entraide et la Solidarité

<sup>3</sup> Association pour le Développement de Keury-Kao

négal, qui pose la base sur laquelle les stratégies des organisations partenaires se fondent.

- *visites des projets au Sénégal avec des entretiens et des discussions en groupes* : Des projets de RECODEF, ACCES et AdK ont été visités dans la période du 21 au 27 septembre 2014 selon les étapes suivantes :
  - Un *entretien* avec la coordination d'AdC à Thiès avait comme objet la discussion du calendrier, l'analyse de la documentation générale et la préparation matérielle des visites de terrain.
  - Les *visites du terrain* avec trois phases :
    1. rencontre avec les responsables des organisations et leurs équipes techniques au niveau des sièges des partenaires.
    2. visites et entretiens sous forme de focus groups avec les populations cibles des projets de RECODEF, ACCES et AdK. Durant ces entretiens des interviews semi-structurées individuelles complémentaires aux focus groups ont été aussi organisés. Au cours de ces entretiens d'une demi-journée, des visites de sites ont été effectués (champs collectifs à RECODEF, sites de projets à AdK) et des séances pratiques en directes de gestion des activités des groupements ont été vécues à ACCES. De manière spontanée, une démonstration d'art culinaire du consommateur local a été faite à RECODEF qui a servi, après la restitution, des boissons localement préparées à tous les participants.
    3. sessions de validation avec les organisations partenaires : Après les visites des projets, les évaluateurs ont discuté et validé leurs premières impressions avec les équipes de RECODEF, ACCES et AdK. L'objectif était de profiter de cette séance pour approfondir certaines questions soulevées lors des entretiens avec les groupes de base, compléter certaines informations manquantes et d'avoir une meilleure compréhension des différentes stratégies et techniques utilisées par les partenaires.
  - Dans une *réunion finale*, les évaluateurs ont présenté leurs premières impressions à la coordination locale d'AdC et discuté les conclusions de la visite.

Une bonne collaboration entre l'évaluatrice et le co-évaluateur local a été cruciale pour considérer justement le contexte local, faciliter l'échange avec les interlocuteurs et intégrer des connaissances supplémentaires.

Le rapport sur le Sénégal fera partie du rapport final de l'évaluation et est composé des chapitres suivants : stratégie, activités, output, outcome, impact, remarques sur la durabilité et l'efficacité et recommandations.

Le tableau suivant donne une vue d'ensemble des trois organisations partenaires sur lesquelles l'évaluation thématique au Sénégal s'était focalisée et la contribution financière de AdC pour ces organisations.

#### D 2.1: Organisations partenaires

	RECODEF	ACCES	AdK
Partnariat avec AdC depuis	2005	2004	2006
Brève description de l'organisation <sup>4</sup>	RECODEF est une association de producteurs qui s'est donné comme objectif de sécuriser des bases de la vie et réduire la vulnérabilité de la population face aux menaces liées à la soudure et à l'endettement. L'approche d'intervention est basée sur l'autopromotion, à travers le conseil, la formation continue et la sensibilisation.	ACCES est une association sénégalaise d'éducation non formelle et d'appui au développement à la Base. La vision d'ACCES est créer les conditions de l'autopromotion des populations pour l'avènement d'un développement durable des collectivités de base, particulièrement celles de la petite cote.	AdK a été créé dans le dessein d'apporter une réponse citoyenne aux multiples difficultés liées à la survie dont les populations de Keury-Kao et environs sont confrontées. Elle se fixe comme finalité de promouvoir un développement local durable et harmonieux à Keury-Kao et dans les autres quartiers de la commune d'arrondissement de Thiès nord.
Région	52 villages dans les communes de Fissel, Ndianganiao et Ndongol (départements de Mbour et Bambey, régions de Thiès et Diourbel)	25 villages dans les communes de Yène, Diass, Sindia et Popenguine/Ndadaye (départements de Mbour et Rufisque, régions de Dakar et Thiès)	6 quartiers dans la commune d'arrondissement Thiès-Nord (commune de Thiès)
Contribution financière d'AdC (2011-2013)	CHF 158'074	CHF 91'020	CHF 135'000

<sup>4</sup> Les sources de cette description sont les documents des organisations partenaires (rapports annuels, présentations des organisations)

Les stratégies des trois organisations dans le domaine de la souveraineté alimentaire s'appuient sur le programme par pays Sénégal 2011-2016 d'AdC<sup>5</sup>. L'objectif central du programme dans le domaine de la souveraineté alimentaire est la lutte contre la soudure et l'endettement. Augmenter la sécurité alimentaire en réduisant la période de la soudure et en évitant que les groupes cible s'endettent fait partie des stratégies des trois organisations partenaires. La définition de la période de soudure est cependant différente : chez la population cible de RECODEF la soudure se manifeste comme une période déficitaire de nourriture pendant l'année qui se situe généralement avant les récoltes, les bénéficiaires du programme étant essentiellement des paysans, donc dépendant pour leur nourriture de la production de leurs champs généralement cultivés en pluviale. À AdK et à ACCES la soudure est plutôt définie comme une période difficile à la fin de chaque mois (les salaires mensuels étant insuffisants pour faire face à toutes les charges, notamment la nourriture), les populations cibles dépendent des revenus mensuels des hommes qui travaillent en ville.

Les quatre stratégies suivantes sont les stratégies fixes du programme par pays Sénégal que RECODEF, ACCES et AdK appliquent :

- *Les caisses de solidarité* : mise en place d'un système d'épargne et de crédits sans intérêt qui est financé par l'appui volontaire et anonyme des membres
- *Les conventions contre le gaspillage* : introduction des conventions de lutte contre le gaspillage au niveau des quartiers ou des villages, avec l'objectif de réduire les dépenses énormes lors des cérémonies familiales qui renforcent la vulnérabilité et maintiennent les groupes cibles dans un cercle infernal de pauvreté.
- *Les champs collectifs* : des champs qui sont valorisés par une famille (champ de famille) ou les habitants d'un quartier ou village. Les revenus du champ collectif sont utilisées comme réserve pour faire face à la dure période de soudure.
- *Le commerce équitable* : promotion du commerce entre les différentes organisations partenaires d'AdC au Sénégal pour faciliter l'accès à des produits de nécessité.

Au cours de l'évaluation il s'est avéré que les quatre stratégies n'ont pas une égale importance pour les organisations partenaires. Cependant toutes les organisations constatent que les caisses de solidarité constituent la stratégie centrale pour lutter contre la soudure et l'endettement et renforcer la souveraineté alimentaire des populations cibles. Cette stratégie est renforcée par les conventions contre le gaspillage qui assurent la réduction des dépenses, donc l'endettement, lors des cérémonies familiales.

Les champs collectifs au niveau du village qui sont encadrés par les organisations partenaires se trouvent uniquement chez RECODEF. Les populations cibles d'ACCES disposent sur des pirogues collectives essentiellement sur une base familiale et des champs de famille. Ces pirogues et champs n'étaient pourtant pas introduits ou financés par ACCES, ils existaient déjà avant l'intervention d'ACCES et ne font pas partie d'une organisation au niveau du quartier/village. Dans une grande partie de la zone

<sup>5</sup> Action de Carême (2011): Programme par Pays Sénégal 2011-2016.

d'intervention d'ACCES, l'agriculture et l'élevage sont devenus des activités marginales à cause du relief et de la nature latéritique des terres dégradées par une très forte érosion hydrique. À cause du manque des terres cultivables dans le milieu périurbain, AdK ne poursuit pas la stratégie des champs collectifs non plus. La stratégie du commerce équitable est la moins signifiante pour les trois partenaires. ACCES a même abandonné cette stratégie et l'a remplacé par celle de la promotion du consommateur local.

La nature des groupes cibles des partenaires se définit selon le milieu d'intervention des organisations :

RECODEF concentre ses activités dans le milieu rural sur les familles de petits producteurs et éleveurs dans les villages les plus démunis de la région. 95% de la population cible d'ACCES sont des femmes et leurs familles. Ces femmes vivent également dans un milieu rural, mais qui est caractérisé d'un accès difficile à la terre et des terres difficiles à mettre en valeur. La plupart de la population masculine travaille dans les villes de la région et d'ailleurs et ne rentre dans les villages que les week-ends ou lors des fêtes et autres cérémonies familiales. Les groupes cibles d'AdK se composent des habitants des quartiers périurbains de Thiès-Nord et s'activent dans l'artisanat (menuisiers, maçons), le commerce et le transport.

#### D 2.2: Population cible de RECODEF, ACCES et AdK



Les groupes cibles sont sélectionnés par choix raisonné pour servir de test ; il s'agit de groupements déjà existants et opérationnels avec une certaine capacité d'organisation. L'objectif étant de faire de ces groupements des modèles à partir desquels d'autres organisations seront touchées à leur demande.



Ce chapitre contient une description des activités principales de RECODEF, ACCES et AdK dans le champ d'action « souveraineté alimentaire » financés par AdC.

L'activité la plus importante de toutes les trois organisations est *l'accompagnement des populations cibles par des animateurs et animatrices*. Les trois organisations sont structurées autour d'une équipe politique qui s'occupe des questions stratégiques de l'organisation et d'une équipe technique chargée de la mise en œuvre des projets au niveau des organisations de base sous la direction d'un coordinateur (RECODEF et AdK) ou d'une coordinatrice (ACCES). Les animateurs et animatrices, membres de l'équipe technique, sont responsables chacun de plusieurs caisses de solidarité et de toutes les activités de sensibilisation et de formation liées aux autres stratégies. Ils partent d'une analyse des besoins du village ou du quartier concerné (diagnostic), définissent avec les groupes un programme et accompagnent la population dans la mise en œuvre des activités en conformité avec les besoins exprimés.

La mise en place et le fonctionnement des caisses de solidarité constituent en général la porte d'entrée par laquelle RECODEF, ACCES et AdK commencent leurs activités d'appui. La majorité des activités sont organisées à partir des caisses de solidarité que ce soit au niveau d'un village, d'un quartier ou d'une famille élargie. C'est la raison pour laquelle l'activité- phare est *la mise en place et l'accompagnement des caisses de solidarité* dans les zones d'intervention des partenaires selon la démarche suivante :

- Les équipes de RECODEF, ACCES et AdK présentent le système des caisses de solidarité aux groupes cibles, soit il sur le niveau des villages, des quartiers ou des familles.
- Les villageois forment eux-mêmes, avec l'aide des animateurs et animatrices, des comités de solidarité, avec un ou une présidente, un ou une secrétaire générale et un ou une comptable.
- Les réunions des caisses sont régulièrement accompagnés et documentés par les animateurs et animatrices. Aux réunions, chaque membre peut contribuer d'une manière volontaire et anonyme à la caisse de solidarité, ça veut dire, chaque participant met sa main dans la caisse, et à la fin de la réunion, les revenus totales sont comptés ensemble, la contribution du membre individuelle reste cependant inconnue.
- En plus, les animateurs et animatrices accompagnent les comités des caisses de solidarité en les aidant dans l'utilisation de l'épargne issue des caisses de solidarité et dans l'intermédiation entre les caisses et les possibles demandeurs de crédits .

Quand les caisses commencent à bien fonctionner, les animateurs et animatrices de RECODEF, ACCES et AdK entament des activités de *sensibilisation pour la problématique du gaspillage lors des cérémonies familiales*. Ils informent les groupes cibles sur le

phénomène du gaspillage et entreprennent leur rôle d'intermédiation pour négocier le contenu des conventions contre le gaspillage dans les villages et quartiers. Les groupes villageois discutent les termes des conventions eux-mêmes dans des réunions organisés et guidés par les animateurs et animatrices. Pendant que RECODEF et ACCES ont aidé à élaborer des conventions au niveau de chaque village ou quartier, AdK a fait adopter une convention unique contre le gaspillage qui s'applique à toute sa zone d'intervention (plusieurs quartiers urbains). En plus, AdK a transféré la lutte contre le gaspillage au niveau des familles en menant aussi des activités de sensibilisation contre le gaspillage dans les ménages (rationalisation des dépenses ménagères, économie d'énergie, etc.).

À RECODEF, après une période de diagnostic et une autre de sensibilisation, l'approche d'autopromotion a défini une phase test et une phase programme : durant la phase test 6 villages seulement ont été choisis. Durant la phase programme l'approche a touché durant les deux dernières années 48 villages avec l'installation de 95 caisses de solidarité à la demande des populations et quelque fois des autorités locales. Par effet d'imitation, 11 caisses de solidarité se sont constituées spontanément dans les zones limitrophes.

À ACCES de quelques villages tests l'approche d'autopromotion a touché durant les deux dernières années 20 villages avec l'implantation de 51 caisses de solidarité et 20 conventions de lutte contre le gaspillage signées. On note aussi qu'il y a beaucoup d'initiatives de caisses spontanées non encadrées avec aujourd'hui 5 villages et 2 quartiers urbains candidats à l'accompagnement de ACCES.

À AdK, la démarche d'autopromotion a débouché sur la mise en place et l'accompagnement de 28 caisses de solidarité et une caisse centrale dans les 13 zones délimitées dans les quartiers périphériques de la ville de Thiès. Pour la convention de lutte contre le gaspillage, il y a eu 650 signataires dans les différentes zones d'intervention d'AdK. La convention est constituée d'un document unique signé par l'ensemble des femmes signataires.

La *formation* joue un rôle important dans les activités de RECODEF, ACCES et AdK. Les trois organisations tentent de *changer les habitudes alimentaires* en offrant des formations en art culinaire. L'objectif de ces formations est de promouvoir l'utilisation des produits locaux au lieu des produits importés. Les animatrices et animateurs ont créé des recettes pour des plats que les femmes peuvent cuisiner à base de mil, de niébé de maïs et de manioc au lieu du couscous marocain ou riz importés. En plus, les groupes féminins villageois sont formés en *développement de connaissances locales en matière de transformation et de conservation* de leurs produits, comme les céréales, les fruits et les légumes (p.ex. le café de mil et le jus de mil, la confiture de la papaye). A travers ces activités les femmes sont encouragées de par les équipes de RECODEF, ACCES et AdK de se lancer dans l'agriculture en vue d'une meilleure valorisation de la production agricole. L'objectif est aussi d'augmenter la production agricole locale pour lutter contre la *consommation des produits malsains*.

ACCES et AdK ont formé leurs populations cibles, les femmes des villages et quartiers, en *production de savon et eau de javel* sur financement des caisses de solidarité,

qu'elles achètent elles-mêmes en groupe et qu'elles revendent parfois aux femmes qui ne sont pas membres des caisses de solidarité. L'idée de ce « petit commerce » est de rendre plus accessible ces produits de première nécessité à un prix abordable, en-dessous des prix en détail pratiqués dans les boutiques de quartier et des marchés urbains.

L'équipe de RECODEF encourage *l'utilisation des technologies de l'agriculture biologique* à travers des activités de formation, sur la production de l'engrais organique, par exemple. Ce sont des formations qui se tiennent au niveau du village ou à quelques paysans par démonstration qui démultiplient ces connaissances et ces pratiques auprès d'autres producteurs. Les formations en techniques agricoles de RECODEF font partie de l'accompagnement des villages dans le cadre des quatre stratégies appliqués et particulièrement dans celle des *champs collectifs*. En dehors des activités dans les villages RECODEF aussi organise des réunions pour *informer et sensibiliser* sur les pratiques d'agriculture biologique. Des activités de sensibilisation et d'informations sont aussi poursuivies dans des autres domaines, par exemple par l'organisation des conférences autour de beaucoup de questions de développement à la base ainsi que des *discussions avec les autorités*, surtout avec les évêques et les imams, pour que la religion soit aussi un soutien aux activités de formation et d'information au développement (se basant sur les valeurs culturelles de la solidarité et de l'entraide).

ACCES est membre d'un réseau qui leur permet l'accès aux semences de qualité que l'organisation distribue aux groupes cibles. Ils appliquent une stratégie de multiplication en donnant à crédit de semences de mil, de maïs et de niébé qui doivent être remboursés pour être redistribués à des autres paysans. ACCES organise aussi des rencontres d'échanges entre les producteurs pour encourager la mutualisation des expériences et les bonnes pratiques.

Pour la stratégie du *commerce équitable*, ce sont les organisations partenaires elles-mêmes qui organisent l'achat des produits d'autres organisations partenaires et la vente des leurs propres produits. RECODEF, ACCES et AdK n'ont expérimenté que quelques opérations non pérennisées d'achat et de vente de produits (poisson fumé, mil). C'est la stratégie qui est la moins pratiquée pour le moment. Est-elle une stratégie pas encore bien comprise ? Ou ne répond-elle pas encore à un vrai besoin ? Ne devrait-on pas d'abord sécuriser l'accès au marché local avant d'aller plus loin et voir plus grand ? En tout état de cause, c'est une stratégie qui peut être très importante dans le futur, mais pour le moment elle n'est pas encore fonctionnelle.

A la place des mécanismes du commerce équitable, RECODEF et AdK pratiquent des activités dites « *mécanismes d'autodéfense* » par des achats groupés en gros pour baisser les prix des denrées de première nécessité (sucre, savon, huile, poisson fumé, oignon, sel iodé) à travers les caisses de solidarité. RECODEF a ajouté la promotion de bergeries de chèvres par l'achat et le confiage de chèvres femelles dont les mises bas sont réparties entre la caisse et chaque femme gardienne de chèvre. Ainsi de manière rotative, on donne l'opportunité à chaque membre de se constituer une petite bergerie grâce à ce système tout en augmentant le capital physique et l'épargne de la caisse de solidarité. Ce système permet également d'augmenter la fumure organique pour enrichir les champs et d'avoir un peu de lait dans les ménages. AdK mène de son côté à

partir de l'année 2011 des activités orientées vers le soutien aux activités d'autodéfense sur les achats groupés pour amoindrir les prix des denrées de première nécessité. Il s'agit de la création d'un magasin communautaire pour augmenter la capacité de stockage et la diversification des produits les plus consommés localement par les ménages. Actuellement ce magasin rencontre des difficultés à fonctionner faute de financement.

AdK institue aussi annuellement une *journée dédiée à la promotion de la culture locale* permettant de faire connaître des artistes non professionnels des quartiers. Cette journée est aussi l'occasion de sensibiliser les communautés sur les activités de l'organisation AdK. Il est aussi organisé des journées d'animation mensuelle de manière rotative dans les différents quartiers d'intervention d'AdK.

En dehors du partenariat avec AdC, AdK appuie l'alphabétisation des membres en langue nationale dans des cours d'alphabétisation afin de renforcer la capacité de gestion des activités par les membres. Une mutuelle de santé est également mise sur pied pour aider les caisses qui ont des difficultés à supporter certaines sollicitations liées à la santé et aux accouchements (hospitalisation, ordonnances médicales...). Enfin, une garderie d'enfant est ouverte pour contribuer à améliorer le niveau des enfants et leur intérêt pour l'école tout en permettant aux femmes d'avoir plus de temps de s'occuper des activités génératrices de revenus. Ces activités sont financées par la participation des membres (frais) et le soutien de l'organisation à partir souvent de dons privés.

ACCES quant à elle, travaille avec un deuxième partenariat (HEKS). Le programme mis en place avec HEKS se focalise sur la gestion des ressources naturelles et il est conduit par une équipe technique séparée. Cependant on note une bonne intégration des deux programmes dont les objectifs sont complémentaires.

Le tableau suivant montre des outputs de RECODEF, ACCES et AdK dans les années 2011, 2012 et 2013 dans le champ d'action de la souveraineté alimentaire. Ce n'est pas une liste complète avec des résultats quantifiables, mais plutôt une vue d'ensemble des résultats observés pendant la visite des projets.

D 4.1: vue d'ensemble des outputs

RECODEF	ACCES	AdK
95 Caisses de solidarité dans 48 villages, 11 caisses spontanées non encadrées <ul style="list-style-type: none"> <li>• Installation des nouvelles caisses de solidarité</li> <li>• Formation sur la gestion des caisses de solidarité</li> <li>• Accompagnement et des activités des caisses de solidarité</li> </ul>	51 Caisses de solidarité (34 caisses de quartier, 12 caisses de groupement, 5 caisses villageoises) 459 familles assistées par les caisses <ul style="list-style-type: none"> <li>• Installation des nouvelles caisses de solidarité</li> <li>• Formation sur la gestion des caisses de solidarité</li> <li>• Accompagnement et des activités des caisses de solidarité</li> </ul>	28 Caisses de solidarité dans 13 zones urbaines (dont 1 caisse de corps de métiers et 1 caisse des jeunes) et 1 caisse centrale gérée par AdK <ul style="list-style-type: none"> <li>• Installation des nouvelles caisses de solidarité</li> <li>• Formation sur la gestion des caisses de solidarité</li> <li>• Accompagnement et des activités des caisses de solidarité</li> </ul>
Conventions contre le gaspillage <ul style="list-style-type: none"> <li>• Négociation de nouvelles conventions sur le niveau des quartiers ou des villages</li> </ul>	Conventions contre le gaspillage <ul style="list-style-type: none"> <li>• Négociation de nouvelles conventions sur le niveau des quartiers ou des villages</li> </ul>	Convention contre le gaspillage <ul style="list-style-type: none"> <li>• 1 convention signée par tous les membres des caisses de solidarité</li> <li>• Sensibilisation sur le thème du gaspillage dans les ménages</li> </ul>
Champs collectifs <ul style="list-style-type: none"> <li>• Crédits de semences</li> <li>• Formation en production et utilisation de l'engrais organique</li> </ul>	Semences <ul style="list-style-type: none"> <li>• Crédits de semences</li> <li>• Organisation d'un échange de semences</li> </ul>	
	Petit commerce <ul style="list-style-type: none"> <li>• Formation en production de savon, teinture et eau de javel</li> </ul>	Petit commerce <ul style="list-style-type: none"> <li>• Formation en production de savon, teinture et eau de javel</li> </ul>

<p>Commerce équitable</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Achat de mil et revente à la population cible</li> </ul>		<p>Commerce équitable</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Achat de mil, huile de palme, poisson sec et fumé et riz et revente à la population</li> <li>• Achats en groupe et revente dans le magasin communautaire</li> </ul>
<p>Formation en art culinaire et transformation des produits</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Formation en production de jus de mil et de café de mil</li> <li>• Formation de cuisiner avec des produits locaux</li> </ul>	<p>Formation en art culinaire</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Formation de cuisiner avec des produits locaux</li> <li>• Introduction de 4 nouveaux plats</li> <li>• Formation pour l'application des recettes dans les cantines scolaires</li> </ul>	<p>Formation en art culinaire et en transformation des produits</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Formation en conservation des fruits et de légumes (p.ex. confiture de papaye)</li> <li>• Formation de cuisiner avec des produits locaux</li> <li>• Introduction de 12 nouveaux plats</li> </ul>
		<p>Autres</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Émissions de radio sur les thèmes d'AdK p.ex. la lutte contre le gaspillage</li> <li>• Organisation d'une journée culturelle par an</li> <li>• Organisation d'une journée d'animation par mois</li> </ul>

Les photos suivantes montrent le champ collectif du quartier de Rendel accompagnée par RECODEF, la caisse de solidarité à Thicky, un village accompagné par ACCES, et une animatrice d'AdK avec le savon produit par les femmes de Keury-Kao qui ont été formées par AdK.

D 4.2: exemples des résultats



Champ collectif à Rendel (RECODEF), caisse de solidarité à Thicky (ACCES), savon à Keury-Kao (AdK)

Les activités de RECODEF, ACCES et AdK ont encouragé les populations cibles à contribuer aux caisses de solidarité à chaque réunion du village/quartier/groupement. Les habitants ont confirmé dans les entretiens que la caisse de solidarité bénéficie d'une bonne acceptation par les membres et constitue une partie importante de chaque rencontre. Les revenus générés par ces caisses, permettent d'initier et de mener plusieurs activités :

- Les comités de caisse octroient des crédits aux membres les plus démunis en cas d'urgences (nourriture, maladie, frais scolaires). Les femmes qui adhèrent aux caisses de solidarité d'ACCES ont spécifié dans la discussion qu'elles n'ont aujourd'hui plus besoin de solliciter leurs maris qui travaillent en ville en cas d'urgences. La caisse de solidarité peut couvrir les coûts avec un crédit que les femmes peuvent rembourser à la fin de chaque mois quand leurs hommes reçoivent leur salaire.
- Dans le quartier de Rendel (RECODEF), les villageois ont acheté du petit bétail (chèvres) avec les revenus de la caisse de solidarité. Le petit bétail est distribué aux femmes qui n'ont pas eu les ressources nécessaires pour capitaliser en élevage domestique. Il s'agit d'un crédit en nature remboursable en nature : la première et la deuxième portée des chèvres prêtées reviennent à la caisse de solidarité et la troisième portée reste propriété de la femme gardienne. La caisse multiplie ainsi son stock de bétail et peut élargir l'action à d'autres familles. Au moment de l'évaluation, la caisse dispose sur 13 chèvres. De pareils effets ont été observés dans le domaine de crédits de semences de RECODEF et ACCES : les crédits en nature ont encouragé les membres des caisses à s'engager dans l'agriculture avec des ressources inaccessibles avant le programme.
- Les revenus des caisses de solidarité permettent aux femmes de faire des achats en groupe. Ils achètent les produits des besoins élémentaires avec l'argent épargné des caisses de solidarité à un prix favorable et revendent les produits aux membres des caisses.

Un autre résultat important des caisses de solidarité noté par les membres de RECODEF est que les paysans vendent moins de bétail durant la période difficile (soudure) en hivernage. La vente du petit bétail était une pratique courante dans les villages en cas d'urgence. Au lieu de la vente de bétail, la caisse de solidarité est sollicitée pour ces besoins urgents, ce qui est un facteur favorable à la régénération des troupeaux de petits ruminants familiaux.

Les champs collectifs constituent un facteur d'augmentation de la production agricole, surtout vivrière pour les groupes cibles de RECODEF. Comme les paysans produisent une plus grande quantité de céréales qu'ils gardent dans un stockage collectif pour la période de soudure, ils n'ont plus besoin de perdre du temps ou de parcourir de grandes distances pour aller acheter des céréales pour leur nourriture comme c'était le cas auparavant. Ce gain de temps et d'énergie favorise l'augmentation du temps de travail dans les champs pour un bon entretien des cultures.



Les paysans ont reconnu dans la discussion qu'ils avaient une tradition de champs collectifs familiaux avant l'arrivée du programme avec RECODEF, mais les règles et les principes des deux systèmes ne sont pas identiques. Les champs collectifs actuels, sont plus bénéfiques pour la population étant destinés à réduire la soudure et l'endettement, tandis que les produits des champs collectifs traditionnels étaient surtout destinés à financer des festivités et n'avaient aucun impact sur la situation de vulnérabilité des ménages. Aujourd'hui les règles sont mieux respectées et l'exploitation plus sérieuse, parce que les enjeux économiques et sociaux sont plus importants et mieux connus.

La stratégie des champs collectifs, bien que pertinente, rencontre des difficultés pour atteindre les objectifs escomptés. Un des problèmes les plus lancinants des champs collectif se trouve être l'accès insécurisé à la terre : Les paysans sont obligés d'emprunter annuellement des terres à des propriétaires terriens différents. Etant ainsi très dépendant de ces propriétaires de terres, ils doivent en permanence négocier la terre pour chaque campagne. En plus, les terres que les propriétaires sont prêts à donner aux paysans sont souvent des terres marginales qui sont difficiles à cultiver, soit presque incultes. Le deuxième problème qui se pose est la question du stockage des récoltes. Les villageois ne disposent en général pas d'un grenier commun et sont ainsi obligé de trouver des solutions alternatives, qui occasionnent des pertes souvent importantes. Dans la majeure partie des cas, le stockage se fait dans des cases ou enclos empruntés dans les concessions, à la merci des insectes, des ravageurs, des termites et autres animaux domestiques.

Pour la stratégie de lutte contre le gaspillage, il a été aussi noté une bonne acceptation, considérant le niveau de pauvreté des communautés et la place occupée par les nombreuses cérémonies familiales dans la vie sociale et communautaire. Grace aux conventions contre le gaspillage, les groupes cibles ont changé la manière de célébrer les cérémonies. Par un mécanisme de bonne gestion des dépenses et d'une bonne planification de la participation, toutes les contributions ne sont pas dépensées tout de suite. Par un budget raisonnable et contrôlé, le comité de veille (composé de femmes de la caisse) aide la famille qui organise à assurer toutes les dépenses liées à la nourriture des invités et autres frais indispensables, et il gère les contributions ; une bonne part des contributions des participants est réservée jusqu'après la cérémonie (2 à 3 jours) pour être remise à l'organisatrice pour éviter que la famille dépense tous les contributions reçus pour la cérémonie. Non seulement les familles dépensent moins d'argent pour les cérémonies, mais surtout ils continuent de les célébrer avec une meilleure organisation et d'une manière à ne plus distinguer les familles plus nanties des familles démunies. Les groupes de femmes d'ACCES disent qu'elles ont cessé de noter dans un cahier la somme qu'elles reçoivent comme contribution des parents et amis lors des cérémonies, la contribution étant volontaire et anonyme. Les participants aux cérémonies qui viennent des autres villages ou régions sont à chaque occasion informés par la famille qui célèbre afin qu'ils se conforment aux règles de la convention locale. Et dans la majeure partie des cas, les étrangers et les familles hôtes acceptent de se conformer aux principes. Malgré ces effets positifs, ce n'est pas toutes les composantes de la population cible qui ont accepté spontanément de signer la convention contre le gaspillage. Il y a principalement deux groupes réticents :

- Les mères qui ont des jeunes filles à marier ou des petits-fils à baptiser et qui ont contribué matériellement aux cérémonies des autres dans le passé, pensent qu'elles vont perdre de l'argent et ne veulent pas renoncer à célébrer comme avant leurs cérémonies. Par le système de dons et contre dons, elles espèrent récupérer et même dépasser les sommes déjà octroyées aux autres familles.
- Il y a également le sous-groupe des gens de castes qui ont l'habitude de chanter et de danser lors des cérémonies pour se voir offrir de nombreux cadeaux par la famille qui célèbre, ses amis et parents proches, qui voit dans la convention, un moyen de leur ôter l'occasion de se faire de l'argent. C'est une catégorie qui ne vit que sur ces cadeaux pour régler leurs problèmes essentiels.

Néanmoins, la majorité des membres des caisses de solidarité ont signé une convention contre le gaspillage dans les zones d'intervention d'ACCES et de RECODEF et même dans certaines zones limitrophes non encadrées. Pour AdK il est obligatoire de signer la convention contre le gaspillage pour adhérer à une caisse de solidarité.

#### D 5.1: Produits réalisés grâce aux formations de RECODEF et ACCES



Savon et eau de javel (AdK), jus de mil et café de mil (RECODEF)

Les groupes cibles ont fabriqués plusieurs nouveaux produits grâce aux formations reçus des partenaires RECODEF, ACCES et AdK. Ces produits incluent :

- Le jus de mil et le café de mil fabriqué localement par les paysans de RECODEF. Les animateurs et animatrices ayant constaté l'existence d'un besoin de boissons bon marché dans les villages, surtout lors des rencontres et des cérémonies, ont alors formé les populations aux techniques de production de jus et de café de mil, les produits importés d'ailleurs (boissons gazeuses et café) étant hors de portée des bourses des populations. Ces produits font aujourd'hui partie de l'alimentation quotidienne des paysans qui les fabriquent pour leur propre consommation familiale.
- A ACCES et AdK, l'accent est plus mis sur la fabrication de savon, d'eau de javel et la teinture par les femmes. Les femmes vendent ces produits entre elles et évitent de les acheter au magasin ou boutiques du coin à un prix plus cher. Ce petit commerce fonctionne très bien et il y a quelque fois même un surplus qui est vendu avec une petite marge à des femmes qui ne participent pas au programme.

- Il y a également la fabrication de quelques produits issus de la transformation de fruits et légumes (par exemple la confiture de papaye) que les habitants consomment au lieu d'acheter des équivalents au magasin.

Les femmes de ACCES et d'AdK ont beaucoup développé aussi le renforcement nutritionnel par la formation en art culinaire, avec l'introduction de nouvelles recettes de cuisine plus riches et moins chères puisqu'à base de produits locaux : mil au poisson à la place du riz au poisson, le couscous de mil à la place du couscous marocain, et beaucoup d'autres mets à base de mil, de maïs ou de manioc. Les familles ont ainsi changé leurs habitudes alimentaires.

Dans les entretiens les femmes ont fait constater que ces plats sont aujourd'hui cuisinés régulièrement dans les ménages et dans certaines cantines scolaires (ACCES). C'est pour les grandes cérémonies traditionnelles (baptêmes, mariages, circoncision, etc.) que les nouvelles recettes ne se sont pas encore imposées.

Ce chapitre contient une description des impacts des activités des organisations partenaires sur la souveraineté alimentaire et la réduction de la pauvreté rapportés par nos interlocuteurs.

Un impact principal des caisses de solidarité est que les groupes cibles ont maintenant inauguré une ère d'épargne, ce qui n'était pas le cas avant l'existence des caisses de solidarité, selon les interlocuteurs de la zone d'AdK. Grâce à cette épargne, les familles les plus démunies ont pu réduire la période de soudure en sollicitant les caisses de solidarité pour des crédits, soit en argent ou en nature. RECODEF évalue la période de soudure dans les ménages chaque an avec une enquête dans quatre villages tests ; c'est ainsi qu'ils ont observé une réduction significative de la durée de la période de soudure en comparant les années du programme avec les quatre années précédentes.

Les champs collectifs de RECODEF sont orientés vers la réduction de la période de soudure et fonctionnent avec les mêmes principes que les caisses de solidarité (octroi de crédits de mil aux ménages déficitaires durant l'hivernage, remboursables sans intérêt et en nature pour servir plus tard à d'autres familles).

Les caisses de solidarité aident aussi à augmenter le niveau d'éducation et l'état de santé des populations cibles. Grâce à l'épargne faite à travers les caisses, les familles démunies rencontrent moins de problèmes liés à la scolarisation de leurs enfants (frais d'inscription, fournitures scolaires, transport des élèves) et ont la possibilité toute l'année de faire face aux dépenses liées à la santé de la famille (visites médicales, ordonnances). Ces deux questions constituaient des préoccupations importantes des ménages car elles ont été, dans le passé, la cause de la déscolarisation de nombreux enfants issus des familles pauvres et de l'endettement des ménages.

Malgré toute leur importance stratégique, les caisses n'en rencontrent pas moins de difficultés qui peuvent annihiler tous les résultats et leurs impacts positifs. Les nombreuses attentes des populations cibles et les aspirations dans la recherche constante d'une meilleure qualité de vie, les caisses commencent à être sollicitées au-delà de leur capacité réelle. AdK est en train de développer un projet de magasin pour les achats groupés, mais la faible capacité des caisses est un frein pour ce projet. A ACCES, la multiplication des caisses familiales risque à la longue de rendre les caisses peu viables à cause de la faiblesse des contributions.

Pour les champs collectifs, la contrainte principale réside dans la non maîtrise de l'accès au foncier villageois. Cette situation aléatoire jumelée à la qualité des terres utilisées rendent la productivité très faible et la production erratique. La pérennisation de cette stratégie passerait par un accès plus sécurisé à la terre. Ceci pourrait permettre aux membres de procéder à des activités durables de fertilisation du patrimoine foncier et de sa protection contre les phénomènes d'érosion.

Les conventions contre le gaspillage ont eu également un impact réel dans la vie des ménages dans les zones d'intervention des trois partenaires : selon les interviewés depuis que les conventions sont mis en œuvre, les villageois s'enrichissent après chaque cérémonie familiale organisée au lieu de s'endetter comme il était de coutume pour les ménages pauvres. L'argent gagné lors des cérémonies, permet aux familles organisatrices d'acheter des choses essentielles pour leurs ménages entrant dans l'amélioration de la qualité de la vie (petit équipement de maison, ustensiles de cuisine, matériel de construction, nourriture, habillement). Les conventions selon les interlocuteurs, ont aussi cette importance d'attaquer la pauvreté à sa racine et d'aider à instaurer auprès des populations cibles une mentalité de rationalisation des dépenses, deux facteurs clé de la création de richesse et de l'épargne.

La qualité de l'alimentation a été améliorée par la diversification de la nourriture des ménages et des cantines scolaires grâce aux formations des organisations partenaires sur l'art culinaire. En plus, les quelques techniques introduites pour la transformation et la conservation des produits locaux ont contribué à l'augmentation des capacités de résilience et d'adaptation des communautés démunies aux différentes crises structurelles (endettement) et conjoncturelles (soudure, sécheresse).

Ces différents processus collectifs ont renforcé la cohésion des groupes et des communautés villageoises qui retrouvent de plus en plus la culture du travail collectif et l'habitude des solutions concertées. Ils ont permis un meilleur accès aux semences de qualité, d'augmenter le temps de travail dans les exploitations individuelles et collectives, de sécuriser le matériel agricole qui n'est plus vendu ni hypothéqué et d'améliorer le cadre de vie des pauvres (amélioration de l'habitat, du niveau d'équipement des ménages).

## REMARQUES CONCERNANT LA DURABILITÉ ET L'EFFICIENCE

---

Au niveau des trois organisations, la stratégie des caisses de solidarité est la plus efficace (eu égard aux objectifs de la sécurité alimentaire), la plus efficiente (la moins chère à mettre en place et à faire fonctionner) et la plus acceptée (la plus appropriée, la plus maîtrisée). Cette stratégie permet aux groupes cibles de s'organiser et d'augmenter la sécurité alimentaire par leurs propres moyens. Le système des caisses est maintenant bien ancré dans les habitudes des populations. Les membres des caisses ont affirmé que le système des caisses continuerait à fonctionner même avec le désengagement des partenaires.

Les caisses de solidarité constituent également la stratégie la plus importante parce qu'elles supportent toutes les autres stratégies. C'est une stratégie dont l'esprit, l'organisation et le fonctionnement forment la clé de voûte du programme d'intervention dans les villages et quartiers (conventions, formation) Elle est la stratégie centrale de la lutte contre l'insécurité alimentaire et la pauvreté.

A l'heure actuelle la stratégie des champs collectifs et celle des caisses de solidarité ont atteint un niveau de maîtrise qui permettrait de les faire fonctionner par les groupes cibles sans intervention des partenaires. L'appui qui est sollicité s'oriente vers l'accompagnement des activités émergentes générées par ces stratégies, comme par exemple, les magasins de stockage, la transformation et la mise en marché des produits transformés entre autres.

La stratégie des conventions est également ancrée et ne souffre d'aucune confusion quant aux objectifs et aux principes. La mise en œuvre ne pose plus de plus d'accompagnement, mais uniquement de suivi et d'évaluation. L'approche d'AdK, qui standardise le contenu de la convention (une convention unique pour tous les groupes) ne semble pas pour le moment poser des problèmes, mais pourrait rencontrer des difficultés de mise en œuvre et même d'acceptation sociale dans certains contextes. Il y a des avantages certains d'avoir une convention unique (suivi plus facile) cependant sa pérennisation et sa socialisation requièrent une certaine souplesse qui donnerait des marges d'innovations et de relecture, dans le respect des principes de la territorialisation et de l'autopromotion.

Le facteur le plus positif de durabilité réside dans le fait que les partenaires et les groupes ont utilisé des mécanismes qui existaient déjà comme pratiques dans les sociétés locales tout en leur donnant une forme et une démarche plus efficaces dans le sens de la lutte contre l'insécurité alimentaire et la précarité. Le respect de la culture locale et l'emprunt d'outils et de mécanismes essentiels de la tradition ont été décisifs dans l'acceptation sociale des stratégies et leur appropriation par les groupes.

La promotion et la valorisation des cultures locales et le ciblage des activités de formation et d'accompagnement selon les besoins et préoccupations des milieux ont été également un bon facteur d'efficacité, d'efficience et de pertinence des stratégies. L'appui

des cantines scolaires (ACCES), l'agriculture biologique et la transformation du mil en café et jus (RECODEF), la fabrication de savon, d'eau de javel, de confiture de papaye et les achats groupés pour les ménages (AdK) entrent en droite de l'approche d'autopromotion basée sur la demande réelle et différente des milieux et contre toute forme de standardisation.

Un des problèmes cependant qui semble se dresser sur la voie d'une pérennisation définitive des stratégies (caisses de solidarité, champs collectifs et convention contre le gaspillage) risque d'être les nombreuses attentes de la population cible (surtout ACCES et AdK) par rapport aux interventions extérieures (partenaires comme bailleurs). Ces fortes attentes exprimées par les groupes cibles lors des interviews traduisent une certaine volonté de dépendance des groupes par rapport aux acteurs extérieurs.

La durabilité des projets est possiblement moins prononcée dans les projets, où AdC est le seul partenaire à financer l'organisation partenaire. Avec un seul partenaire, les organisations sont fortement dépendantes de celui-ci.

Pour ne pas faire des recommandations de type formel, des idées-forces susceptibles de faciliter la suite du programme, vont simplement être avancées pour servir de base de réflexion aux partenaires. Afin d'éviter aussi toute standardisation, les axes sont identifiés quelquefois globalement, mais plus essentiellement selon les partenaires.

- Pour tous les trois partenaires, il y a un engouement de tous les groupes à continuer à développer et à *renforcer les trois stratégies* que sont : les caisses, les exploitations collectives et les conventions contre le gaspillage. Cependant une *stratégie de désengagement* des partenaires doit être immédiatement mise en œuvre afin de faire comprendre aux groupes la nécessité de réduire les biais liés aux fortes attentes.
- Dans cette perspective, l'intégration dans le processus et la formation *d'animateurs-trices locaux* dans les villages pourrait constituer une bonne transition vers la réelle autonomisation des groupes cibles vis-à-vis des partenaires.
- De manière plus opérationnelle, il serait intéressant de procéder à une *typologie des caisses* selon leur capacité d'organisation et de mobilisation afin de pouvoir définir des activités d'appui selon les catégories de caisses identifiées par une approche de ciblage des offres de formation et d'accompagnement (Comme RECODEF le fait déjà).
- Les problèmes de l'accès à la terre est une réelle préoccupation. Il y a urgence à intensifier des activités de lobbying en vue de faire pression sur les autorités locales (déconcentrées comme décentralisées) au niveau local et régional pour sécuriser cette stratégie importante.
- RECODEF est dans une phase où l'accès aux marchés devient une préoccupation. Les groupes cibles disent qu'ils produisent seulement pour consommer, quand en même temps, lors des entretiens, un intermédiaire (qui venait pour acheter des produits du jardin collectif des femmes pour aller revendre en ville) était présent et a même participé aux discussions. Il faudrait ainsi *appuyer les producteurs à écouler le surplus de leurs produits* en éliminant les intermédiaires, leur garantirait de meilleurs prix.
- ACCES est surtout concerné par la stratégie des pirogues collectives de famille. Il serait intéressant *d'appuyer et d'étendre cette stratégie au-delà des quatre villages touchés*. Ne devrait-on pas aussi développer la stratégie des champs/pirogues qui serait assez original et plus intégré, si tant est que les producteurs sont à la fois pêcheurs et agriculteurs ?
- AdK rencontre une nécessité *de chercher d'autres partenaires* pour des activités qui ne font pas partie de la stratégie AdC (et que AdC n'est pas prêt à financer), par exemple la garderie d'enfants et la mutuelle de santé qui sont des activités importantes qui aident et renforcent les stratégies soutenues par AdC. L'expérience d'ACCES avec les deux programmes HEKS/AdC qui coexistent et qui se soutiennent est à capitaliser par les autres partenaires.



- Pour le commerce équitable, *un agenda particulier* doit être redéfini, des mécanismes nouveaux introduits et faire l'objet d'un programme spécifique. Son impact peut être très important surtout dans une phase d'intensification des activités de transformation des produits locaux qui va nécessiter dans le moyen terme le soutien d'un marché plus grand que le village ou le quartier.
- La stratégie transversale de la promotion du consommateur local et la promotion des cultures locales doivent devenir des *stratégies principales* à côté de celle du commerce équitable pour constituer les axes majeurs du programme à venir.

## ANNEXE

## DA 1: Entretiens et discussions avec les partenaires d'AdC

Organisation	Nom	Surnom	Position
RECODEF	Diouf	Sara	coordinateur
			6 animatrices/trices
			Présidents de caisses
ACCES	Gueye	Fatou	coordinatrice
			3 animatrices
AdK	Ly	Abou	coordinateur
			président
			Animatrices/teurs
Action de carême	Thiam	Djibril	Coordinateur national
	Wade	Ndeye	Coordinatrice nationale

## DA 2: Entretiens et discussions avec les groupes cibles

Organisation	Interlocuteurs	Lieu
RECODEF	Habitants du quartier	Quartier de Rendel, village de Médine
ACCES	Femmes des différents quartiers	Village de Thicky
AdK	Membres (femmes) des différentes caisses zonales, représentant de la caisse du corps de métier	Thiès-Nord